



AMBASSADE DE FRANCE EN ARABIE SAOUDITE
SERVICE ÉCONOMIQUE

Le Chef du service économique

Riyad, le 3 septembre 2019

Rédacteur : Aristide Gasangwa

NOTE

Objet : Exécution budgétaire du deuxième trimestre 2019

Le rapport du ministère saoudien des Finances sur l'exécution budgétaire du 2^{ème} trimestre 2019 fait apparaître une diminution des recettes publiques de -5% en glissement annuel à 260,5 Mds SAR (69,5 Mds USD). Cette baisse est pour l'essentiel due à la contraction de -5% des revenus pétroliers qui ont représenté 67% du total des recettes. En contrepartie, les dépenses publiques ont augmenté de +5% à 294 Mds SAR (78 Mds USD), principalement sous l'effet de la hausse des dépenses en capital, qui ont augmenté de +27%, faisant suite à une hausse de 12% au 1^{er} trimestre 2019. Le déficit budgétaire du 2^{ème} trimestre atteint 33 Mds SAR (8 Mds USD), en hausse de 371% g.a. Dans son rapport article IV publié en juillet 2019, le FMI a revu légèrement à la baisse sa prévision de déficit budgétaire pour 2019 à 6,5% du PIB, contre 7,9% dans sa précédente analyse.

Le ministère saoudien des Finances a publié en août 2019 son rapport trimestriel sur l'exécution du budget du deuxième trimestre 2019.

<https://www.mof.gov.sa/en/financialreport/2019/quartertwo/Documents/Q2%20E%202019.pdf>

1. Baisse de -5% des recettes publiques au 2^{ème} trimestre 2019

Au T2 2019, les recettes de l'État ont diminué en valeur de 13 Mds SAR (3,5 Mds USD) en glissement annuel (g.a.) à 260,5 Mds SAR (69,5 Mds USD), représentant une baisse de -5%. **Cette diminution s'explique pour l'essentiel par la baisse de -5% des revenus pétroliers** à 175 Mds SAR (47 Mds USD), en ligne avec la baisse des prix du Brent (-7% en rythme annuel). Les revenus pétroliers ont représenté 67% du total des recettes.

Les **revenus non-pétroliers ont diminué de -4% g.a.**, principalement du fait de la baisse de -37% du poste « autres revenus »¹ à 23 Mds SAR (6 Mds USD). Les recettes des « taxes sur les biens et services »² – qui ont représenté 12% des recettes de l'État – ont augmenté de 23% à 36 Mds SAR (10 Mds USD), illustrant une efficacité accrue dans la collecte de la TVA.

Pour mémoire, le projet de loi de finance pour l'année 2019 prévoit une augmentation des recettes de 8,9% avec une augmentation des revenus pétroliers de 9% et une hausse de 7,5% des recettes non-pétrolières. Au 1^{er} semestre 2019, les recettes pétrolières étaient en hausse de 15% et les recettes non-pétrolières avaient augmenté de 14% en rythme annuel.

2. Les dépenses publiques ont enregistré une augmentation de +5% à 294 Mds SAR (78 Mds USD)

La rémunération des salariés du secteur public a représenté 44% du total des dépenses de l'État au T2 2019, stable en glissement à 130 Mds SAR (35 Mds USD).

Les dépenses en capital ont augmenté de 27% g.a. au T2 2019 atteignant 61 Mds SAR (16 Mds USD), soit 21% du total des dépenses. Cette hausse est imputable pour l'essentiel à la mise en œuvre d'un programme de logements sociaux.

Les dépenses au titre des programmes de protection sociale ont augmenté de 11% à 28 Mds SAR (7,5 Mds USD) sur la période, représentant 9,5% du total des dépenses. Le principal programme est le *Citizen Account*, lancé en décembre 2017, dispositif d'aide financière directe aux citoyens saoudiens les moins favorisés. Le nombre de bénéficiaires de ce programme est estimé à 12,5 millions de personnes.

Globalement, les dépenses affectées aux secteurs de la défense et de l'éducation (y compris dépenses salariales) représentent respectivement 20% et 18% du total des dépenses.

¹ La composition de ce poste n'est pas précisée par le ministère des Finances

² TVA, redevance sur les produits pétroliers et droits d'accises

3. Le déficit budgétaire a atteint 33,5 Mds SAR (8,5 Mds USD) au T2 2019

Le déficit budgétaire du deuxième trimestre fait suite à l'excédent exceptionnel de 28 Mds SAR (7 Mds USD) enregistré au T1 2019 qui s'expliquait par le versement d'un dividende de la compagnie pétrolière Saudi Aramco à l'Etat de 124 Mds SAR (32 Mds USD). Sur les six premiers mois de 2019, le déficit budgétaire est de 5,5 Mds SAR (1,5 Md USD). Les déficits des deux prochains trimestres devraient se creuser et dans son rapport article IV publié en juillet 2019, le FMI a révisé à la baisse sa prévision de déficit budgétaire à 6,5% du PIB pour l'année 2019, contre 7,9% dans sa précédente prévision d'avril 2019.

Ce déficit budgétaire est financé par l'emprunt, aussi bien sur le marché local que sur les marchés internationaux. Le Bureau saoudien de la gestion de la dette (*Debt Management Office, DMO*) a un programme d'émissions nettes de dette de 118 Mds SAR (31,5 Mds USD) pour l'année 2019, dont 55% seront émis sur le marché domestique. Sur les six premiers mois de 2019, le gouvernement saoudien a émis un total de 68 Mds SAR (18 Mds USD) en obligations (dont Sukuk). Depuis juillet, ont été réalisées une première émission obligataire en euros d'un montant de 3 Mds EUR et une émission nationale de Sukuk d'un montant de 5,2 Mds SAR (1,4 Md USD). Depuis le début de 2019, les émissions de dette du Royaume s'élèvent à 86 Mds SAR (23 Mds USD), dont 52% ont été émis sur le marché national.

Commentaires :

- Dans un contexte de faible croissance économique, le gouvernement saoudien a décidé d'augmenter ses dépenses en capital, qui semblent pour le moment circonscrites au secteur du logement.
- Les revenus pétroliers pourraient poursuivre une trajectoire baissière au second semestre 2019, ce qui se traduirait par un creusement du déficit budgétaire. En effet, le cours moyen du Brent était de 71 USD le baril au second semestre 2018 contre un cours qui évolue autour de 60 USD actuellement.

Laurent ESTRADÉ

ANNEXE

